L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

BUREAU, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

DIMANCHE MATIN, 28 JUIN.

Compagnie d'Assurance Germania de la Nouvelle-Orléans.

SECOND ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes de l'année expirée le 31 mars 1868 ... [illegible]

Primes d'incendie ... [illegible]

Primes de mer ... [illegible]

Primes de rivières ... 14,789 15

Moins primes remboursées ... [illegible]

Montant en réserve pour risques non expirés ... [illegible]

Montant net des primes ... [illegible]

Pertes payées:

Pertes par l'incendie ... [illegible]

Pertes sur mer ... [illegible]

Pertes sur rivières ... [illegible]

Ré-assurances ... [illegible]

Dépenses, intérêt ... [illegible]

Taxe et souscriptions ... [illegible]

35 et 15 p.c. d'escompte ... [illegible]

Réserve pour pertes non réglées ... [illegible]

Bénéfice net ... [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets pour actions ... [illegible]

Effets ... [illegible]

Dû, par comptes individuels ... [illegible]

Prêts sur garanties, sur demande ... [illegible]

Prêts sur hypothèque ... [illegible]

Garanties de la ville ... [illegible]

Garanties des Etats-Unis ... [illegible]

En caisse ... [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé:) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermenté et signé par devant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé:) PAUL W. COLLENS,
Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera payé en crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
C. T. FORSTER, Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

J. H. Holmes,	C. T. Forster,
F. A. Luling,	H. Schreiber,
Theo. Schorr,	O. H. Kaestendieck
Geo. Mere,	Louis Schwarz,
Chs. Sendes,	G. L. L. Mayer,
L. F. Berje,	H. Bieses,
D. Michel,	F. Del Bondio,
August Koenig,	J. A. Stauffer,
Chas. Loeffler,	X. Weinzierl,
Julius Heermen,	A. Sterke,
F. Frob,	J. J. Woeberling,
F. M. Ziegler,	J. F. Krantz.

12 avril—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

QUATORZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des PRIMES de l'année expirée le 29 février 1868 ... [illegible]

Savoir:

Primes d'incendie ... [illegible]

Primes de mer ... 133,136 76

Primes de rivières ... 162,097 15

En moins:

Primes remboursées ... [illegible]

Primes non expirées ... [illegible]

Montant net des primes ... [illegible]

Pertes payées:

Pertes par l'incendie ... [illegible]

Pertes sur mer ... 124,572 79

Pertes sur les rivières ... [illegible]

Escomptes en lieu de scrip ... [illegible]

Taxes et Revenu intérieur ... [illegible]

Dépenses, loyer, etc. ... [illegible]

Réservé pour pertes non réglées ... [illegible]

La Compagnie a l'actif suivant qui, dans le rapport du Comité de Finances de la Compagnie, adopté à l'unanimité par les Directeurs, est déclaré, après ample déduction, être équivalent à un capital comptant de [illegible], savoir:

Placé en propriétés foncières ... [illegible]

Hypothèques ... [illegible]

Placé en bons de la ville et autres bons ... [illegible]

Placé en actions de banques et autres actions ... [illegible]

Placé en scrip de Compagnies d'assurances ... [illegible]

Prêts garantis ... [illegible]

Effets à recevoir ... [illegible]

Primes en voie de perception ... [illegible]

Encaisse ... 111,513 60

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce [illegible] mars 1868.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Il sera payé, le deuxième lundi de mai prochain, aux porteurs légaux, six pour cent d'intérêt sur tout scrip non encore payé.

—Directeurs—

Charles Briggs,	A. K. Montgomery,
Ant. Carriere,	A. Aymard,
Geo. A. Fosdick,	Frank Williams,
S. Brugier,	Thomas Byrne,
Chas Lafitte,	Theo. Schmidt,
John S. Macnelli,	W. A. Violett,
P. Anderson,	Hugh McDonald,
Alfred Kearney,	Wm. H. Pritchard,
A. Fourche,	John S. Wallis,
Geo. W. Dunbar,	George Foster,
E. F. Stockmeyer,	Andrew Stewart,
Geo. W. Hynson,	J. S. Pelton,
Andre Montgomery,	John Hinon, Jr.
Henry J. Voss,	R. Brugier,
H. Mazureau,	James Sellar,
Chas. Whitney,	Rudolph Sieg
H. Glenny.	

24 mars—1an

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

HUITIEME ETAT ANNUEL.

PRIMES de l'année expirée le 31 décembre 1867:

Sur les risques d'incendie ... $318,316 16

Sur les risques de mer ... [illegible]

Sur les risques des rivières ... 22,780 31

Total des primes ... $411,385 41

En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1867 ... $114,252 00

Primes remboursées ... 4,115 61

Montant net des primes ... [illegible]

Pertes: Sur les risques d'incendie ... [illegible]

Sur les risques de mer ... [illegible]

Sur les risques des rivières ... [illegible]

Taxes ... [illegible]

Ré-assurances ... [illegible]

Dépenses, moins le compte d'intérêt ... [illegible]

Intérêts sur scrips ... [illegible]

Bénéfices ... [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets à recevoir pour primes ... [illegible]

Billets garantis et billets hypothécaires ... [illegible]

Dû pour primes en voie de perception ... [illegible]

Actions de la Compagnie du Gaz, de la Compagnie du Chemin de fer de la ville, Bons de la ville ... [illegible]

Scrips des différentes Compagnies d'Assurance ... [illegible]

En caisse ... [illegible]

Moins: Dépréciation des susdits ... [illegible]

Montant net ... [illegible]

Moins: Intérêts de scrips non réclamés ... [illegible]

Intérêts payables sur scrips non encore payés ... [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce 11 janvier 1868.

PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur les primes nettes gagnées pendant l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars 1868. Il a été résolu en outre de payer à partir du deuxième lundi de mars 1868, SIX pour cent sur tous les scrips non encore payés de la Compagnie.

—DIRECTEURS—

George Urquhart,	Chs. Lafitte,
A. Rochereau,	J. M. Lapeyre,
G. W. Babcock,	A. Schriber,
T. B. Blanchard,	John Gauche,
Wm. Stevens,	W. T. Williams,
J. A. White,	J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

1 janv—1an—48—1 mars

Gaspar Thaurer vs la succession de J. Sandrock.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 20,287.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Hon. Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, quatorze de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues d'Histoire ou Kerlerec, d'Amour ou des Remparts, St-Antoine et Craps ou Bourgogne. Le dit terrain ayant, mesure américaine, trente pieds de face sur la rue d'Histoire ou Kerlerec, cent vingt-sept pieds de profondeur, et trois lignes de face à la rue d'Histoire ou Kerlerec, sur cent vingt-sept pieds six pouces et six lignes de profondeur, suivant un plan dressé par J. A. D'Hémécourt, arpenteur, le 28 d'avril 1856.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient à la dite succession au moyen de l'acquisition que le défunt en avait faite de Geo Schreiner, suivant acte au rapport d'Abel Dreyfous, notaire public en cette ville, en date du 11 novembre 1865.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

13 juin—28 30 7 et 14 juil

La Ville de la Nouvelle-Orléans vs. John Rouse.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—No 21,776.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI dix-huit de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Goodsell, Canal, Scott et Price, formant un lot d'après un plan de la ville, déposé au bureau du Trésorier de cette ville.

Un terrain situé dans l'îlet borné par les rues Poeyfarre, Liberal, St-Bernard et Rampart, conformément au plan déposé en l'étude de l'asseseur de cette ville, et ayant à quatre mille piastres ($4000), au bureau du Trésorier de cette ville.

Un troisième lot, borné par les rues P. Avenue, Bayou, Duels et Industrie, conformément au plan déposé au bureau du Trésorier de cette ville.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

16 juin—[illegible] juillet

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS vs WETHERED, LEWIS & HODGES.

SIXIEME COUR de district de la Nouvelle-Orléans, No 21,[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-huit de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

[illegible]

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

16 juin—16—3 18 juillet

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun

Nlle-Orléans, 28 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL

De la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:

Sur les risques d'incendie ... $166,471 82

Sur les risques de mer ... [illegible]

Sur les risques de rivières ... [illegible]

Plus, les risques non expirés pour 1866 ... [illegible]

En moins, les risques non expirés pour 1867 ... [illegible]

Primes remboursées pour 1867 ... [illegible]

Montant net des primes le 31 déc. 1867 ... [illegible]

Pertes payées dans la même période

Sur les risques d'incendie ... [illegible]

Sur les risques de mer ... [illegible]

Sur les risques de rivières ... [illegible]

Plus, réassurances ... [illegible]

Escompte de prime ... [illegible]

Dépenses, taxes, loyer, profits et pertes, etc., escompte et intérêt en moins ... 71,810 [illegible]

Réserve pour paiement d'intérêt sur scrips dès en 1866 y compris les balances ... [illegible]

Bénéfice net ... $ 27,761 [illegible]

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Deux cent neuf bons consolidés de la ville, évalués à 60 c ... $167,300 00

Cent vingt quatre bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., de Jackson et du Nord, à 70 c ... [illegible]

Cent deux bons de la ville du Grand chemin de fer de la N.-O., des Opelousas et de l'Ouest évalués à 70 c ... 71,400 00

Vingt-cinq bons de la ville du chemin de fer de Pontchartrain, évalués à 70 c ... 17,500 00

Quatre bons de l'Etat du chemin de fer des Opelousas, évalués à 50 c ... 2,000 00

Six bons de l'Etat du chemin de fer du Mexique, évalués à 60 c ... 3,600 00

Neuf bons de l'Etat du chemin de fer de Vicksburg, S. et Texas, évalués à 50 c ... 4,500 00

Actions de Banque et de la Compagnie du Gaz, etc ... [illegible]

Prêts sur garantie ... [illegible]

Prêts sur hypothèque ... [illegible]

Effets à recevoir ... [illegible]

Primes dues et en voie de la perception ... [illegible]

Scrips d'autres Compagnies d'assurance ... [illegible]

Mobilier, etc ... [illegible]

Coupons de la ville, dûs et non recouvrés ... [illegible]

En caisse ... [illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.

Thos. Anderson, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce 28 janvier 1868

PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payement non encore payés. Ils ont, en outre déclaré un dividende—scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart
Henry Renshaw,	Jno. C. Riehn.
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
B. Bienco,	J. B. Bres,
J. C. Burell,	Thos. Sloo,
Thos. A. James	

28 janv—1an

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane.

Paroisse d'Orléans — Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'an de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et de la quatre-vingt-douzième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, pardevant moi, Gustave Le Gardeur, Jr., notaire public, dûment commissionné et assermenté dans et pour la susdite ville et paroisse, et en présence des témoins ci-après nommés et soussignés, ont comparu les personnes dont les noms sont ci-après signés, lesquelles ont déclaré qu'en vertu et conformément à la Section 4 de la Loi de l'Etat de la Louisiane, relatives aux corporations et au Banquet d'Assurance [illegible] à la Compagnie des représentants de toutes les actions et de leurs signatures respectives.

Que conformément à la loi et au huitième article de la charte et en vertu d'une résolution de la dite banque, le rapport de Wm Monaghan, ancien notaire de cette ville en date du 26 mai 1868, la direction de ladite banque proposa une modification, ou changement au nombre des actions. [illegible]

Que la dite résolution fut soumise à une assemblée générale des actionnaires de la dite banque, après le temps et l'avis qu'exige la loi; que la dite assemblée générale eut lieu et que les personnes présentes [illegible]

En conséquence, les dits comparants, pour eux-mêmes, [illegible]

Et les dits comparants, pour eux et pour ceux qu'ils représentent, déclarent par ces présentes [illegible]

Ainsi fait et passé, à mon étude, le jour, le mois et l'année ci-dessus écrits, en présence de MM. Armand Pitot jr. et Edouard Pitot, témoins légaux, qui ont signé avec les comparants et moi, notaire, après avoir lu le tout.

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

	Actions.		Actions.
P Schuler	42	P E Bernard	100
Dorville & Joubert	295	U. Marigny	[illegible]
A Dalles	50	Waters, Crawford & Co.	25
C Chavanne	50	G F Porter	16
J V Allain	348	G O Porter	11
Chs. De Boyce	290	H C Porter	50
H C Millandon	35	F Jewett	16
H C Millandon, agent	660	F Sinjin	6
Edgar Pilet	50	T Gelpi & Co	25
E E Mansion	75	T Gelpi & Co	125
E Motes	25	D Lanata	[illegible]
L Lanarte	11	J Laurens	25
L Bonsal	95	T S Dugan	30
A Pocquet	25	E Forester	25
Francis J Baily	142	G Frizell	50
E Dorsey	10	P Genois	25
E Pablo	100	Henry & Co	25
F P Lavillebeuvre	50	Hilbenberger & Co	25
Thos. Langridge	100	L D C Wood	25
Ant. Lanata	49	Wood & Low	50
Home Mutual Ins. Co	200	A J Berry	20
F U O'Brien	100	A B James	25
Horrell, Gayle & Co	450	Alfred Kearney	25
B M Harrell	10	Vans Bros	25
J W Burbridge	10	W C Black	25
Mrs. Y W Burbridge	130	W A Violett	47
The Jenny & Co	50	W A Violett & Co	25
L B Folkler	20	J Loctar	20
Forstall & de Lacoste	275	J U Payne	50
C Cavaroc	100	C Beguis	30
W Sambola	50	Amélie Loy	25
Isaac Cavaroc	50	W H Melton	25
C Cavaroc, Jr	25	S Schmidt	50
J Seugoren	10	P Crabites	15
L Gayol	50	J Barnes	35
Fulg Benard	50	Mrs. A Beaudette	25
E Cramer	50	Mrs. Paul Jugo, fils	25
F Dupré	100	Aug. Bobs	150
W G Robinson	50	W Eckert	50
John Freshman	100	Chs. Lodig	40
Louisiana M. Ins. Co	295	Loeds & Co	100
Roy. & Duloe	400	Simon & Loeb	100
M Bonsall	20	Castillo & Barispo	5
M Oglesby	169	E J Hart & Co	50
Raill & Co	12	Aiken & Rainey	25
Negroponte & Agelasto	50	D M Bernard	25
Fotsard & Co	105	Chs. Dunts	35
J J Micho & Co	115	E Giquel	61
Cie. d'Assur. Mut. du Crescent	512	Giquel & Jamison	40

A. PITOT, Jr, EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr. Notaire public.

Pour copie conforme, G. Le GARDEUR, Jr. Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment enregistrée à mon bureau, Livre B No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr. Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 19 mars 1868.

25 mars—1f par sem—4 sem

THEOPHILE GOLLAIN vs. JACOB ZOLLY.

QUATRIEME COUR de District de la Nlle-Orléans.—No 21,749.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville, et désignés par les numéros deux et trois, dans l'îlet et compris entre les rues St-Charles, Girod, Carondelet et Julie, d'après un plan dressé par J. Communy, voyer, en août 1846, et déposé en l'étude de L. T. Caire, ci-devant notaire public en cette ville.

Les dits terrains ayant chacun, mesure américaine, vingt-et-un pieds trois pouces et huit lignes de face à la rue St-Charles, sur cent six pieds 6 pouces de profondeur, ouvrant derrière sur une allée de quatre pieds de large.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite, savoir: le No deux, d'après [illegible] au rapport de Victor David, [illegible]

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

24 juin—24—juillet 2,11,18,25

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS vs. GEORGE W. CAMPBELL.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 20,[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-huit de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Assessment District No trois; îlet No deux cent-dix-sept, borné par les rues de Charles, Carondelet, Lafayette, et Julie, mesurant cent six pieds sur cent soixante pieds, conformément au plan déposé en l'étude de l'assesseur de cette ville, et estimé à soixante-et-dix mille piastres, conformément au rôle de l'assessement déposé au bureau du Trésorier de cette ville.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 juin—16—juillet 3,18

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS vs. Mme. W. DAVEZAC.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans, No 20,[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-huit juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Dans le District d'assessement No Trois, carré No [illegible], borné par les rues Constance, Magazine, Julia et St-Joseph, lot 44, et assessé à deux mille piastres ($2000) suivant le rôle d'assessement déposé au bureau du Trésorier de cette ville.

[illegible]

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 juin—16—juillet 3, 18

Succession de James H. West.—No 29,809.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—[illegible]

Par ordre de la Cour.

F. E. O'BRIEN, Greffier.

23 juin—23 27 2 jul

CHARTE.

Etat de la Louisiane—Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

[illegible]

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite corporation sont:

Louisiana Equitable Life Insurance Company.

[illegible]

ARTICLE II.

[illegible] compagnie du chemin de fer d'Orléans.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de la dite Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être ou est, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

Le capital de cette corporation est, par les présentes fixé à trois cent mille piastres ($300,000) divisé en trente mille actions de dix piastres. [illegible]

ARTICLE V.

La dite corporation aura, par les présentes, toute les obligations de F. Mooney et Co, principaux, et Geo W. Hynson, C. R. Macarty, L. E. Lemarié et R. Seloy, contenues dans le contrat et l'achat de droit de passage pour l'établissement des chemins de fer dans les rues Canal, Dauphine, Bourbon et autres rues dans la ville de la Nouvelle-Orléans, d'après l'acte passé pardevant William J. Castel, notaire public de la Paroisse d'Orléans, le 5 juillet 1867 et par acte passé pardevant Hon. C. Dibble, notaire public de la Nouvelle-Orléans, le 17 décembre 1867. Elle s'oblige à construire les dits chemins de fer d'après les plans et les cahiers de charges, dans l'espace de temps et de la manière indiquée dans les dits actes notariés; de remplir toutes les conditions et obligations qui y sont indiquées et exprimées.

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer les opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qu'on composera d'un cercle dans un cercle sur lequel sera tracé le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

Les articles de société pourront être modifiés ou changés; le capital pourra être porté à une somme quelconque n'excédant pas cinq cent mille piastres avec le consentement des actionnaires représentant les deux tiers des actions, lequel consentement devra être obtenu dans une assemblée générale convoquée après trente jours d'avis. [illegible]

ARTICLE IX.

Tous les pouvoirs de cette Corporation devront être confiés à une Direction composée de sept personnes qui devront posséder, en son nom, au moins deux mille cinq cent ($2500) piastres du capital de cette société.

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants: George W. Hynson, B. R. Macarty, R. Seloy, L. E. Lemarié, F. Mooney, George Clark et Félix Labatut, composeront et sont, par les présentes, constitués premier Bureau des Directeurs. A une première réunion, ils éliront l'un d'entre eux Président, et les membres du dit Bureau devront continuer à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par leurs successeurs qui devront être élus ainsi que le déclare l'article onze.

ARTICLE XI.

Le premier lundi de février 1869 et, tous les ans après cette époque, une élection de sept Directeurs, par les actionnaires, aura lieu, au bureau de la corporation, et il devra être donné un avis de la dite élection, pendant dix jours au moins, dans deux des journaux publiés dans la ville de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE XII.

Une pluralité des votes (en comptant un vote par chaque action sur laquelle le vote est donné) suffira à être les Directeurs qui, à leur première réunion après leur élection devront élire l'un d'entre eux Président de la Société. [illegible]

ARTICLE XIII.

Une majorité des Directeurs sera nécessaire pour former un quorum, et une décision de la majorité sera considérée valide de la corporation. [illegible]

ARTICLE XIV.

Tout Directeur qui sera sur le point de s'absenter pour quatre-vingt-dix jours ou moins, devra nommer son remplaçant, pourvu que ce dernier soit, en son nom propre, en outre, que le dit remplaçant soit élu par les Directeurs.

ARTICLE XV.

Les Directeurs devront nommer un Secrétaire, tous les commis et agents, et pourront les destituer à leur gré. [illegible]

ARTICLE XVI.

Des livres pour l'enregistrement et le transfert d'actions seront ouverts et tenus, sujets aux restrictions des règlements. [illegible]

ARTICLE XVII.

Le fait que, pour un motif quelconque, les Directeurs n'ont pas été élus au jour fixé, ne devra pas dissoudre cette Société, mais les Directeurs qui seront alors en place continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'une autre élection ait lieu, et il devra être donné avis de cette élection conformément aux dispositions de l'article 12.

ARTICLE XVIII.

Chaque actionnaire, à toutes les assemblées pour l'élection de Directeurs ou dans d'autres buts aura droit, directement ou par procuration, à un vote pour chacune de ces actions, pourvu qu'aucun actionnaire ne vote en son nom, sur plus de trois cents actions et ne donne pas plus de trois cents votes. [illegible]

ARTICLE XIX.

Sous associés dont la souscription est au nom de la maison de commerce dont ils sont membres ne pourront être élus en même temps Directeurs de cette Société.

ARTICLE XX.

Un compte rendu de toutes les réunions de Directeurs sera tenu par le Secrétaire, et vérifié par le Président. Le Président et le Secrétaire devront signer tous les billets, traites, chèques, certificats d'actions, contrats et autres preuves de dettes de la corporation.

ARTICLE XXI.

Les Directeurs pourront accepter provisoirement tout pouvoir ou privilège quelconque accordé à cette Société par des amendements quelconques de la loi en vertu de laquelle ils sont formés, ou par l'adoption d'une nouvelle loi ou ordonnance quelconque de la Législature ou du Conseil de ville, mais l'acceptation de tout pouvoir ou privilège quelconque devra être décidée par un vote d'une majorité (en montant d'actions) des actionnaires.

ARTICLE XXII.

La liquidation des affaires de la Société devra être faite par trois commissaires nommés par les actionnaires à une assemblée convoquée à cet effet, après quinze jours d'avis dans deux des journaux publiés à la Nouvelle-Orléans.

Les dits liquidateurs devront être des personnes solvables, résidant en cette ville et ne devant pas à la société; la durée de leurs fonctions sera fixée et le seront revêtus de tous les pouvoirs nécessaires. [illegible]

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à ce acte sont déclarés être ainsi qu'il suit:

Félix Labatut,	Jacob Newhauser,
Arthur Dejan,	Henry Lefebvre,
Alfred Bousseau,	B. et A. Boulté,
Victor Pradez,	Henry Tate,
B. H. Schmidt,	Jos. Dachet,
J. Riquelo,	Pierre Aliotte,
Chas. P. Schmidt,	C. de Lessan,
Paul E. Théard,	Florville Foy,
F. Mooney,	Jos. Hernandez,
H. St-Armand,	A. L. St-Cyr,
L. B. Lemarié,	Geo. W. Hynson,
R. Seloy,	D. B. Macarty,
George Clark, et autres.	

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McC. Swain et G. A. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année ici indiqués en premier lieu.

L'original est signé:

G. A. Kemper, F. McC. Swain. — Edward Ivy, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lne, certifie que la susdite Charte a été dûment enregistrée en son bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 67, 68, [illegible].

A. DUCATEL, Jr. Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

4 fév—4,1ps

FRANÇOIS LACROIX vs CHRISTIAN MEYER ET ALEXANDER ERNST.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans. No 26,062.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, trente de juin 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

DIX-NEUF TERRAINS situés dans le Premier District de cette ville désignés par les numéros deux à vingt inclusivement dans l'îlet numéro dix-neuf, borné par les rues Julie, Rendon, Lopez et Perdido [illegible]

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

29 mai—juin 6,14,21,30.

Etat de la Louisiane—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce vingt-cinquième jour de [illegible] [illegible]

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite corporation sont:

Louisiana Equitable Life Insurance Company.

Le domicile en est, par les présentes, établi dans la ville de la Nouvelle-Orléans. La corporation [illegible] existera pendant vingt-cinq ans à partir de la présente date. [illegible]

ARTICLE DEUXIEME.

Le but de la Compagnie est de faire toute espèce de contrats pour assurer la vie; d'endosser et donner toute espèce de polices d'assurance pour assurer la vie humaine; [illegible]

ARTICLE TROISIEME.

Le capital de la dite Compagnie devra être de cinq cent mille piastres ($500,000) divisé en cinq mille actions de cent piastres ($100) qui devront être payées à l'époque et de la manière suivante:

[illegible]

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de corporation de la Compagnie devront être exercés par un Bureau de quinze Directeurs dont cinq formeront un quorum.

Les actionnaires dont les noms suivent sont, par les présentes, constitués le premier Bureau de Directeurs et revêtus de tous les droits et pouvoirs qui sont ici spécifiés.

John Pemberton,	W. S. Pike,	Edward Rigney,
E. A. Tyler,	J. W. Stone,	W. B. Schmidt,
C. H. Slocomb,	A. Thompson,	Alexander Marks,
F. Del Bondio,	Philip Mayer,	C. E. Girardey,
George A. Fosdick,	Mar'l J. Smith,	Edouard Barnett.

Les Directeurs devront, à leur première réunion de chaque année, choisir un d'entre eux Président de la Compagnie. [illegible]

ARTICLE CINQUIEME.

Nul ne pourra être directeur de la dite Compagnie, si, à l'époque de son élection et pendant la durée de ses fonctions, il ne possède pas en son nom ou en celui de la maison de commerce à laquelle il pourra appartenir, dix actions du stock actuel de la dite Compagnie, et s'il n'est possesseur d'une assurance soit sur la vie soit sur celle d'une autre personne à son profit, assurance s'élevant au moins à cinq mille piastres.

ARTICLE SIXIEME.

Le Bureau de Directeurs fixera le montant des appointements de tous les officiers et employés de la Compagnie; [illegible]

ARTICLE SEPTIEME.

Le Bureau de Directeurs aura le droit à telles époques qu'il jugera convenables, de placer les fonds et le capital de la Compagnie en bons et hypothèques sur propriétés immobilières non grevées, avec ou sans bâtisses, dans cette ville. [illegible]

ARTICLE HUITIEME.

Aucune action ne sera considérée comme transférée, à moins que le transfert n'ait été passé aux livres de la Compagnie en la ville de la Nouvelle-Orléans [illegible]

ARTICLE NEUVIEME.

Au mois d'avril de chaque année, le Président et le Directeurs de la Compagnie feront ou feront faire, par l'officier de la Compagnie auquel appartiendra ce soin, un tableau estimatif des profits et pertes de la Compagnie. [illegible]

ARTICLE DIXIEME.

Aucune police d'Assurance émise par cette Compagnie au profit, au bénéfice ou à l'avantage de la femme, de la veuve, des enfants, du père, de la mère, ou de tout individu quelconque, ne pourra être considérée comme répondant d'aucune dette, d'aucun contrat ou engagement d'aucune sorte. [illegible]

ARTICLE ONZIEME.

A l'époque de la dissolution de la Charte de la Compagnie, ou auparavant, s'il en est ainsi ordonné par le vote des actionnaires, ainsi qu'il sera prescrit ci-après, la liquidation des affaires de la Compagnie sera faite par trois commissaires [illegible]

ARTICLE DOUZIEME.

Cet acte d'incorporation peut être modifié, altéré ou amendé, ou la dite Compagnie peut être déclarée dissoute à une assemblée générale des actionnaires. [illegible]

Total du stock souscrit 2047 actions à cent piastres chacune, s'élevant à $204,700.

Ainsi fait et passé en la ville de la Nouvelle-Orléans, au jour, au mois et en l'année indiqués plus haut, et en présence de MM. William S. Barnett et Adolphe E. Lesan, témoins compétents, qui signent leurs noms avec les dites parties et moi notaire.

Original signé: JOHN PEMBERTON, W. S. PIKE, EDWARD RIGNEY et autres; A. E. LESAN, W. S. BARNETT.

M. T. DUCROS, notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'acte original déposé en mon étude.

Nouvelle-Orléans, 26 mars 1868.

M. T. DUCROS, notaire public, 12, rue Royale, 12

8 avril—1m

LA VILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS vs WETMORE & LEWIS.

SIXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 21,878.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, dix-huit de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Rochebiave, Dorgenois, Calliope, Euphorine et Pe 3°2. [illegible]

Assessé conformément à $150—$50—$450—$375—$400—$250—$500—$500—suivant le rôle d'Assessement déposé au bureau du trésorier de cette ville.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 juin—3,18 juillet

PATRICK SHEA vs JOHN O'LEARY.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 21,606.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, quatorze de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

[illegible] dans l'îlet borné par les rues Wilkes, Cy, Philippe, Claiborne et de Perdido [illegible]

Ensemble avec les bâtisses et améliorations sur icelui.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

13 juin—28 21 30—7 14 juillet

W. et N. F. TRIST vs A. BRINGIER.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 15,424.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le MARDI, trente de juin 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit—

La moitié indivise d'un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Melpomène, Terpsichore, Constance et de l'Annonciation [illegible]

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété a été acquise par la dame M. D. Bringier, par acte au rapport de John H. Ilsley, notaire public [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

30mai—30;7,13,21,30.

[illegible] Tax.

The following is the form of making income returns for 1867, under the new law. The [illegible]

INCOME.

1. From the profits in any trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest thereon wherever carried on.

2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid a previous income tax.

3. From rents.

4. From farming operations—amount of [illegible] sold.

5. From profits realized by sales of real estate purchased since December 31st, 1862.

6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.

7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.

8. From gains and profits of any incorporated company not divided.

9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.

10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities other than those enumerated above.

11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.

12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.

13. From profits on sales of gold or stocks, whenever purchased.

14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.

2. National, State, county and municipal taxes within the year.

3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.

4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1862.

5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.

6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.

7. Amount actually paid for rent of homestead.

8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.

9. Interest paid out of falling due within the year.

10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.

11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(*Schedule A.—Section 103, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.*)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description, and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$6.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; O. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 39 Camp street—B. H. Summers, President; Charles Faurie, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Louisiana Bank, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. P. Irvine, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem.; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 162 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Orous, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; Numa Augustin, Cashier.

Pike, Lapeyre & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Asst. Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. B. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Vendo, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 128 Canal street—P. F. Lavillebeuvre, President; Geo. A. Frerot, Cashier.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President; Jos. W. Carroll, Vice President and —— Hall, Cashier.

Merchants' Bank, Camp street—Roynes, President; Thos. J. Dix, Cashier.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES

Atlantic Insurance Company, No. 19 Camp street—Edward Rigney, President; H. F. Janvier, Secretary.

Citizens' Mutual Insurance Company, No. 3 Carondelet street—O. Gaillard, President; H. Castarede, Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harmon Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 135 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 21 Carondelet street—James Longstreet, President; G. Williams, Secretary.

Hope Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jas. H. Wheeler President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Peychaud, President; Lewis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—R. Gauche, President; L. W. Baquie, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Crawford, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 104 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy, Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; E. H. Gauche, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

Star Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Forstall, President; N. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Weights of Various Kinds of Produce per Bushel.

[According to custom established in the Cincinnati Market.]

Articles.	Pounds.
Apples (dried)	25
Bran	20
Barly	48
Beans white	60
Beans castor	46
Buckwheat	50
Coal, stone	80
Corn, shelled	56
" in Ear	70
" Meal	50
Hair, plastering	8
Lime, unslaked	80
Malt, barley	34
Malt, Rye	40
Oats	32
Onions	56
Peaches (dried)	33
Potatoes, Irish	60
" sweet	55
Peas	60
Rye	56
Seed Blue Grass	14
Seed, Clover	60
" Flax	56
" Hemp	44
" Timothy	45
" Hungarian Grass	50
Salt, Coarse	50
" Fine	50
Sand	130
Turnips	60

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs.	per bushel.
Corn shelled	56	"
in ear	70	"
Oats	32	"
Rye	56	"
Buckwheat	52	"
Barley	48	"
Malt	34	"

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Amount of Premiums for the year ending March 31, 1868:

Fire Premiums	$ 52,626 44	
River Premiums	79,028 20	
Marine Premiums	29,808 11	$161,662 75

Losses Paid:

Fire Losses	$ 13,889 33
River Losses	84,214 28
Marine Losses	24,273 79
	$122,377 40
Rebate	20,900 97
Taxes	4,799 91
Re-Insurance	5,892 35
Return Premiums	419 00
Expenses, Profit and Loss, etc., less interest	22,830 66—$167,16[illegible]
	$ 35,556

Assets:

Cash on Hand	33,084 11
Bills Receivable	5,083 82
Furniture	3,878 83
Premiums Due	34,066 46
Stock Notes	35,4225 00—$462,076 44

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.

Geo. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868. PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

ap22 1m

Postages to Foreign Ports.

The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.	Letters	Newspapers
Africa, west coast, British mail	22	4
Argentine Republic via England	45	4
via France	30	60
Aspinwall	10	
Australia, Br. mail via Southampton	[illegible]	
do via Marseilles	30	45
by private ship from N. Y. or Boston	5	2
French mail (S. Aust'a excep'ry)	*30	*60
by Brem. or Ham mail, via Marseilles and Suez	50	102
Algeria, French Mail	*15	*30
by Brem. & Ham. mail via Trieste		55
Austria and its States, Pr. closed mail		*30
do do when prepaid		28
do by Brem. or Ham. mail		*15
do do (except prov. in Italy) French mail	*21	
Bahamas, by direct steamer from New York	5	2
Belgium, French mail	*21	*42
closed mail via England		*27
open mail via London by Am. pkt.		21
do. do. by British pkt.		5
Brazil, via. England		45
via. France, in Fr. m. from Bordeaux,	*33	*66
By American Packet		10
Bremen, Prussian closed mail		*30
do. do. do. when prepaid		28
do. Bremen mail		*10
do. Hamburg mail		*15
do. French mail	*21	*42
British N. Am. Prov., dist. not over 3000 miles		*10
do. dist. exceed 3000 miles		*15
Buenos Ayres, via England		45
do. via France, by French mail from Bordeaux	30	60
Cape of G. H., Br. m., via Southampton		45
do. do. Marseilles		58
Chilli		34
China, Br'sh M. via Southampton		45
do. via Marseilles		53
do. by Br'n or Ham. m.		
do. via Trieste		55
by Brem. or Ham. m. via Marseilles and Suez	40	72
French mail	30	60
by mail to San Fran., thence by pr. ship		3
Costa Rica		10
Cuba		10
Denmark Prussian closed mail (if prepaid 31c.)		33
by Bremen or Hamburg Mail		20
French Mail	27	54
E. In's, op'n m. via Lon. by A. pkt.		5
Prussian closed mail, via Trieste		68
(Eng. possess.) Pr. cl. m. via Trieste		36
by Brem. or Ham. m. via Mar's. and Suez	40	72
by Brem. or Ham. m. via Trieste		64
French mail	30	60
Ecuador		34
France	*15	*30
Frankfort, French mail	*21	*42
Prussian closed mail		*30
do do when prepaid		28
Brem. or Ham. mail		*15
German States, Prus. closed mail (if prep 28c)		*30
French mail	*21	*42
Bremen mail		*15
Bremen mail (except Luxemburg) by Ham.		*15
Great Britain and Ireland		*24
Hamburg, by Ham. mail direct from N. Y.		*10
Bremen mail		*15
Prussian closed mail		*30
do when prepaid		28
French mail	*21	*42
Hanover, Prussian closed mail		*30
do when prepaid		28
by Bremen or Hamburg mail		*15
French mail	21	*42
Hayti, via England		45
Hong Kong, Brit. m. via Mar's		53
do via Southampton		45
by French mail	30	60
by Bremen or Hamburg mail		30
Prussian closed mail		36
Indian Archipelago, French mail	30	60
Italy, via Bremen or Hamburg mail		
British mail via Marseilles	39	45
Martinique, via England		45
Mauritius, Br. m. via Southampton		33
do via Marseilles	39	45
do French mail	30	60
Mexico		10
Norway Prus. cl. m. (if prep. 38c)		42
do Bremen or Hamburg mail		30
do French mail	33	66
Nassau, N. Prov. direct steamer from N. Y.		5
New Grenada, (except Aspinwall and Panama)		18
Nicaragua, Pacific Slope, via Panama		10
do Gulf Coast of		34
Panama		20
Paragua, Brit. mail, via England		45
Peru		22
Porto Rico, Brit. mail via Havana		34
Portugal, Brit. mail via England	33	45
Prussia, Prussian closed mail		*30
do when prepaid		28
by Bremen or Hamburg mail		*15
French mail	*21	*42
Russia, Prus. cl. m. (if prep. 35c.)		*37
by Bremen or Hamburg mail		*29
French mail	*30	*63
Sweden Prus. cl. m. (if prep. 34c.)		*35
do. Hamburg or Bremen Mail		33
do. French mail	38	66
Sardinian States (Prussian closed mail if prepaid)		42
do. do. French mail	*21	*42
Bremen or Hamburg mail		*28
Savoy, District	*15	*30
Roman States, Prussian closed m.	44	
Bremen or Hamburg		42
French mail	*27	*54
Singapore, Br. m. via Southampton		45
do. via Marseilles		53
French mail	30	60
Spain, Br. m. by American packet		21
do. do. by British pkt.		5
do. French mail	21	42
do. by Brem. or Ham mail		42
St. Thomas, by U. S. packet to Kingston, Jamaica		18
do. via Havana		34
Switzerland, Prus. cl. m. (if prepaid 33c.)		*35
French mail	*21	*42
by Bremen mail		*19
by Hamburg mail		19
Venezuela, British mail via Southampton		45
West Indies, British		34
not British, (except Cuba)		34

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES.

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. — *10 cents when not over 3,000 miles from the line of crossing. *15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &C.

1. *In the United States and British Mails.*—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. *In the United States and French Mails.*—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, viz: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, viz: Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond seas via France, other than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Penang, Portugal, Isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobia; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. *In the Mails to Prussia, or to Belgium.*—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. *In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.*—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, Etc.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail;" and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be missent in the open mail to Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 163 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose to such party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit:

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermilionville, the grading of which is almost entirely completed for these 63 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch rail road from Vermilionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermilionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermilionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz:

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one-third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross-ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The guage to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston road at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessee will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions:

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions.

2. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1899,) to be provided for by the lessee.

3. The semi-annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lease.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermilionville; thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc, now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire; and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, the two to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessees.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc., to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O and G. W. R R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock M., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH, President Bank of New York.

JOSEPH C. BUTLER, President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.

CHAS. PARSONS, Cashier State Savings Ass'n, St. Louis, Mo.

GEO. STURGIS, President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,

je9 eteistf — A. B SEGER, President.

New Orleans Jackson and Great Northern Railroad Company.

THROUGH RATES OF FREIGHT.

St. Louis, Louisville, Cairo, Columbus Rome, Atlanta, Macon, Augusta, and Charleston.

TRANSPORTATION DEPARTMENT, New Orleans, January 1st, 1868.

SHIPPERS are respectfully informed that this Company is now giving Through Bills Lading to the above points.

All claims for loss, damage, or overcharge, will be promptly settled at point of delivery.

For further information inquire at the Depot, on Calliope street, or at the company's office, No. 64 Carondelet street.

JAMES YONGE, General Freight Agent. — T. S. WILLIAMS, General Superintendent.

jau16 6m

Rice Mills! Rice Mills!

HAVING secured the services of Mr. PETER McKINLAY, the inventor of the most approved RICE POUNDER, now in use, who has been for more than thirty years engaged in the construction, erection and management of RICE MACHINERY, we are now prepared, under his supervision, to construct all kinds of Machinery required in the preparation of RICE for the market, and to furnish all necessary drawing and specifications.

A model of McKinlay's Patent Rice Huller, suitable for those who cultivate Rice for domestic consumption can be seen at our establishment.

LEEDS & CO., Corner of Delord and Foucher sts.

dec14 6m

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Foucher Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

sept14 1y — LEEDS & CO.

SIXTEENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866 ... [illegible]

Premiums on Marine Risks ... $ 62,602 34

Premiums on River Risks ... [illegible]

Premiums on Fire Risks ... 172,287 48

Less Return Premiums ... 1,860 [illegible]

Less Premiums on Risks not terminated in 1867 ... [illegible]

Net earned Premiums year December 31, 1867 ... [illegible]

Losses paid during same period:

On Marine Risks ... [illegible]

On River Risks ... [illegible]

On Fire Risks ... [illegible]

Re-Insurance ... 12,947 [illegible]

Expenses, Taxes, Interest on Scrip, etc., less Discount and Interest ... [illegible]

Remaining ... [illegible]

Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip ... [illegible]

Reserved for Unadjusted Losses ... [illegible]

The Company have the following assets:

247 Bonds City of New Orleans of $1,000 each	[illegible]
35 Bonds State of Louisiana of $1,000 each	[illegible]
32 Bonds State of Louisiana of $500 each	[illegible]
60 Bonds St. Charles Hotel Company of $1,000 each	[illegible]
60 U. S. 5-20 Bonds of $500 each	[illegible]
5 shares Vallette Dry Dock Company—$1000 each	5,000 00
600 shares Bank of New Orleans—$50 each, valued at $30	[illegible]
600 shares Union Bank of New Orleans—$75 each, valued at $40	[illegible]
545 shares Canal Bank—$50 each, valued at $30	[illegible]
500 shares Mechanics' and Traders' Bank—$50 each, valued at $30	[illegible]
125 shares Crescent City Bank—$50 each, valued at $15	1,875 00
60 shares Merchants' Bank—$40 each, valued at $15	1,500 00
Cash on hand	51,000 00
Real Estate No. 73 Camp street	[illegible]
Loans on Pledges	62,415 00
Bills Receivable	22,745 00
Less Bad and Doubtful	5,544 14
Outstanding accounts in course of Collection	70,000 [illegible]
Less Bad and Doubtful	14,211 00
Scrips of other Insurance Companys	5,444 00
Total Assets	[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.

A. W. HESTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next; and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1858, 1859, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue; and that the said Scrips shall be surrendered for redemption on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.

WM. H. PERKINS, Vice President.

A. W. HESTER, Secretary.

TRUSTEES:

B. K. Converse,	B. F. Eshell,
Robert Hare,	Jos. H. Isenbeck,
Jos. Hoy,	J. H. Ludwigsen,
Alfred Moulton,	A. B. May,
J. M. Allen,	Jno. T. Moore,
Jno. C. Rogers.	W. H. Perkins.

jan17 1m

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 23d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:

On Fire Risks ... $166,471 82

On Marine Risks ... [illegible]

On River Risks ... [illegible]

Add unterminated risk, of 1866 ... [illegible]

Deduct unterminated risks for 1867 ... [illegible]

Return premiums for 1867 ... [illegible]

Net earned premiums 31st Dec. 1867 ... $321,876 [illegible]

Losses paid during same period, viz:

On Fire Risks ... $32,061 12

On Marine Risks ... [illegible]

On River Risks ... [illegible]

Add re-insurance ... [illegible]

Dis. on Prem ... [illegible]

Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest ... 71,410 [illegible]

Reserved for payment of interest on Scrips due in 1868 ... [illegible]

Net profits ... $ 27,761 [illegible]

The Company have the following Assets, viz:

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 60c	$167,300 00
One hundred and twenty-four No. O., J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 70c	[illegible]
One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 70c	71,400 00
Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at 70c	17,500 00
Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at 50c	2,000 00
Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at 60c	3,600 00
Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at 50c	4,500 00
Bank and Gas Stocks, etc	[illegible]
Loans on Pledge	[illegible]
Loans on Mortgage	[illegible]
Bills Receivable	11,[illegible]
Premiums due in course of collection	[illegible]
Scrips of other insurance companies	12,[illegible]
Uncurrent funds	4,000 00
Coupons on City Bonds due, not collected	[illegible]
Cash on hand	[illegible]
	$797,708 [illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.

THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA, Parish of Orleans, City of New Orleans. Sworn to and subscribed before me, this 23d day of January, 1868. PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President.
JOHN G. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS:

Jno. G. Gaines,	E. J. Hart,
Henry Renshaw,	Jno. C. Riehn,
H. T. Lonsdale,	J. H. Stauffer,
B. Bienco,	J. B. Bres,
J. C. Burell,	Thos. Sloo,
	Thos. A. James

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 26, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, 5672 shares at $50 ... $284,[illegible]

Individual Depositors	$8,499 00
Due Distant Banks and Bankers	187 00
Unpaid Dividend	5,635 00
Outstanding Check on New York	35 70
	$14,351 [illegible]
Circulation	13,015 00
Total liabilities	[illegible]

ASSETS.

	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand in Cur'nt Funds	$35,875 [illegible]	$35,875 [illegible]
Notes and Bills Discounted maturing	16,[illegible]	16,[illegible]
Notes and Bills Discounted protested	104,175 [illegible]	[illegible]
100 Bonds City of New Orleans in favor of Railroads	100,000 00	[illegible]
100 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	100,000 00	65,000 00
40 Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	1,300 00	507 00
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	300 00	210 00
Real Estate, Banking House (in litigation)	20,000 00	
Real Estate other than Banking House	42,000 00	42,000 00
Banking House, Fixtures and Furniture	2,500 00	2,500 00
Total Assets	$512,714 36	
Estimated Value of Assets This Day		$[illegible] 17

A full statement of PROTESTED PAPER, estimated in our Assets at $56,000, is OPEN FOR EXAMINATION.

THOS. I. DIX, Cashier.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a supply of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by [illegible]

DR. V. FORTINEAU

HAS returned to Louisiana, and resumed the practice of his Profession.

OFFICE, corner Bourbon, and Residence at No. [illegible] Customhouse street.

Consultation hours—11a. m. to 12 m.

JUDICIAL SALES.

François Lacroix vs Christian Meyer & Alexander Ernst.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 26,062.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, June Thirtieth, 1868, at 12 o'clock m.,

NINETEEN LOTS OF GROUND, together with all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging, or in any wise appertaining, situate in the First District of this city, designated by the Nos. Two to Twenty, inclusive, in square No. nineteen, bounded by Julia, Rendon, Lopez and Perdido streets [illegible]

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

my29 je6 14 21 30

Gaspar Thaurer vs. Succession of J. Sandrock.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 20,287.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on TUESDAY, July fourteenth, 1868, at 12 o'clock m.,

A LOT OF GROUND, together with the buildings thereon and appurtenances belonging thereto, situate in the Third District of this city, in the square bounded by History or Kerlerec, Love or Rampart, St. Anthony and Craps, or Burgundy streets; said lot having, American measure, thirty feet eleven inches and three lines front on History or Kerlerec street, by one hundred and twenty-seven feet ten inches and six lines in depth, according to a sketch drawn by J. A. D'Hemecourt, surveyor, on the 28th of April, 1856.

Being the same property purchased by J. Sandrock from Geo. Schreiner, as per act executed before Abel Dreyfous, notary public in this city, on the 11th November, 1865.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the parish of Orleans.

je13 21 30 jy7 14

John T. Dufour vs. Arthur Lange.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 26,[illegible].—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction on FRIDAY, the third day of July, 1868, at 5 o'clock p. m., at the office of the Third Justice of the Peace, corner of Customhouse street and Exchange Alley, upper story, in the Second District of this city—

One DESK, one ARMOIR, one GAS BRACKET; also, all the right, title and interest of said defendant in and to all FEES standing in his name, or in his favor, on the docket of the Third Justice's Court.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, on the spot.

GEO W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

je23 28 30 jy3

John Ludewig vs James Conlisk.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 26,764.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, on the premises hereinafter designated, on MONDAY, the twenty-ninth day of June, 1868, at 5 o'clock p. m.,

THE HOUSEHOLD FURNITURE and Movable Effects contained in the house No. 134 Canal street, First District of this city, with the exception of the ground floor.

The whole as per inventory, which may be seen in my office.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

je16 2 23 25 29

Vincent Pras vs. Josephine Bezit, now wife of Etienne Carles.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 26,[illegible].—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, July eighteenth, 1868, at 12 o'clock m.,

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the buildings and improvements, rights, ways, privileges, servitudes and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situate in the First District of this city, in the square bounded by Poydras, Freret, Lafayette and Magnolia streets, and the proposed continuation of Claiborne street [illegible]

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

je16 23 jy8 11 18

LEGAL NOTICES.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of CHAS. E. BROADWELL, bankrupt—No. 341 in Bankruptcy.—Whereas Chas. E. Broadwell, of New Orleans and District aforesaid, duly declared bankrupt under the act of Congress of March 2d, 1867, has this day filed in said Court a petition praying for a discharge and certificate thereof from all his debts and other claims provable under said act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts, and to all other persons in interest, that the 30th day of June, 1868, at 11 A. M., is assigned for the hearing of the same, and that they may then and there attend and show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 10, 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of LOEB, SIMON & CO., bankrupt—No. 90 in bankruptcy.—Whereas, Henry Loeb, individually, and as member of Loeb, Simon & Co., of New Orleans, and District aforesaid, duly declared bankrupt under the Act of Congress of March 2, 1867, has this day filed in said Court a petition praying for a discharge and certificate thereof from all his debts and other claims provable under said act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts, and to all other persons in interest, that the 7th of July, 1868, at 11 A. M., is assigned for the hearing of the same, and that they may then and there attend and show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 15, 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of LOEB, SIMON & CO., bankrupt—No. 90 in bankruptcy.—Whereas, Louis Loeb individually and as a member of Loeb, Simon & Co., of New Orleans, and District aforesaid, duly declared bankrupt under the act of Congress of March 2d, 1867, has this day filed in said Court a petition praying for a discharge and certificate thereof from all his debts and other claims provable under said act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts, and to all other persons in interest, that the 7th of July, 1868, at 11 A. M., is assigned for the hearing of the same, and that they may then and there attend and show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 1[illegible], 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of F. A. WOOLFLEY, bankrupt—No. 90 in bankruptcy.—Whereas, Francis A. Woolfley, of the city of New Orleans and District aforesaid, duly declared bankrupt under the act of Congress of March 2d, 1867, has this day filed in said Court a petition praying for a discharge and certificate thereof from all his debts and other claims provable under said act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts, and to all other persons in interest that the 13th day of July, 1868, at 11 A. M., is assigned for the hearing of the same, and that they may then and there attend and show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 19th, 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana—In the matter of Ewell and Coppell, in bankruptcy—No. 381.—A warrant in bankruptcy has been issued by said court against the estate of Ewell and Coppell, of the parish of Avoyelles, and State of Louisiana in said District, adjudged bankrupts, upon the petition of their creditors, and the payment of any debts and the delivery of any property belonging to said bankrupts to them or to their use, and the transfer of any property by them are forbidden by law. A meeting of the creditors of said bankrupts, to prove their debts and choose one or more assignees of their estate, will be held at a Court of Bankruptcy, to be holden at New Orleans, in said District, on the 1st day of August, A. D., 1868, at 11 o'clock A. M., at the office of J. S. C. Pinkie, one of the registers in bankruptcy of said Court.

F. J. HERRON, U. S. Marshal Dist. Louisiana.

je25 oaI

The United States of America vs The Louisiana State Bank and Jno. A. Stevenson.

IN THE U. S. DISTRICT COURT, LOUISIANA.—No. 9152. Whereas the United States of America have filed an information against the Louisiana State Bank and Jno. A. Stevenson, claiming the proceeds of certain Cotton in the possession of said Bank, amounting to $715,000.

Now, therefore, all persons interested are hereby cited and admonished to show cause before this Court on the 29th June, 1868, at 11 o'clock A. M., and show cause, if any they have, why the sums set forth in the said information, the said proceeds should not be deposited into the Registry of this Court to abide the final order of condemnation and distribution.

By order of Court, June 24, 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

je25 3t

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

39 ... Carondelet Street ... 39

NEW ORLEANS

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (for eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$413,[illegible]

ASSETS

30th April, 1867 ... $346,515 91

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and seas at the current rates of premium.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

James Hewitt,	J. J. Warren,
W. A. Johnson,	Wm. Bell,
W. Burbridge,	Robert Pitkin,
Jno. L. Noble,	Alf. H. Isaacson,
Horace Greenwood,	Rich'd Milliken,
Alfred S. Herrington,	Sam'l E. Moore,
Hugh McCall,	Wm. H. Henning,
Marshall J. Smith,	Thos. H. Scott,
I. Canfield,	Joseph Block,
John Chaffe,	J. B. Jennings,
S. H. Terry,	R. T. Buckner,
Jos. B. Blair,	R. H. Ware,

George Ruleff vs. F. S. Nugent & als.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans—No 14,292—En vertu d'un writ de fieri facias contre la Ville de la Nouvelle-Orléans, à moi adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI, [illegible] juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville [illegible]

Quatre vingt mille (80,000) actions de la Société de la Compagnie du Grand Chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, de Jackson et du Nord.

Saisies dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

24 juin—24, 30—juillet 1, 8

THE NEW ORLEANS DAILY BEE.

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office, No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING

[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday morning. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies, ten cents.

RATES OF ADVERTISING:

[illegible]

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—I hereby certify, that on the 13th day of April, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, to-wit:—No. 12,[illegible]—Mrs. H. E. J. B. [illegible] vs. her husband.—This cause was submitted this day to the court by both parties, upon the pleadings and evidence in the record, and the court considering the law and evidence to be with plaintiff—It is ordered, adjudged and decreed that there be judgment for the plaintiff, Rose Louise Angele Candide Aveyrous, and against defendant, Henry Emile Jules Bineau, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between the said, the said plaintiff to have the free administration of her estate, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment rendered April 13th, 1868

Judgment signed April 20th, 1868

(Signed) CHAS LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 4th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

T. A. WOOLFLEY, Clerk.

je4 6t 30d

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify, that on the 15th day of May, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, No. 20,612—Bertha Arnold vs Gustave Lewis, her husband.—On motion Cotton & Levy. At request for the plaintiff in this case, upon producing to the Court due proof in support of her demand, and the law and evidence being in favor of plaintiff: It is adjudged and decreed that the judgment by default herein entered on the 12th [illegible] be now confirmed; that there be judgment in favor of the plaintiff, Bertha Arnold, against defendant, Gustave Lewis, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them; and plaintiff be authorized to take the management of her estate, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment rendered May 15th, 1868.

Judgment signed May 20th, 1868.

(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court at the city of New Orleans on this 26th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. SERROUSY, Deputy Clerk.

je18 2t 30d

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—In the matter of the Board of Commissioners of the Second Draining District, praying for homologation of assessment roll, etc., etc.—No. 15,[illegible].—Upon filing the assessment roll of the Second Draining District, within the parish of Orleans, and on the petition of the Board of Commissioners of said Draining District; it is ordered, that all persons in interest do, in any manner, show cause, if any they have, within thirty days from the first publication of this order, why said assessment roll should not be approved and homologated, and it is further ordered, that said order be published in the New Orleans Bee newspaper, in both languages, in the New Orleans Bee newspaper, twice each week for thirty days.

New Orleans, June 18th, 1868.

CHAS. H. EMERSON, Judge.

A true copy:

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

je18 30d t a w set&mon

Succession of Bardelle, deceased, wife of Jules César Lovois.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 32,1[illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have or can) why the account presented by the executor of this estate should not be approved and homologated, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court. F. E. O'BRIEN, Clerk.

je25 30

Succession of Bridget Crowley, wife of E. M. Perrendet.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—Whereas Emmanuel Perrendet has petitioned the Court for Letters of Curatorship of the estate of the late Bridget Crowley, wife of E. M. Perrendet, deceased: Notice is hereby given to all whom it may concern, to show cause within ten days why the prayer of the said petitioner should not be granted.

By order of the Court.

je25 30 jy5 — F. E. O'BRIEN, Clerk.

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come—greeting:

Whereas, Thomas Simone has, by act passed before J. W. Breedlove, Notary Public, on the 29th of April, 1868, purchased the property hereinafter described, and has applied to the Clerk of this Court, to whom the deed of sale was recorded on the thirteenth day of May, A. D. 1868, for a monition or advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisement and advertisement, in time or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated, in pursuance of the monition.

The said property was sold by C. E. Girardey & Co. Auctioneers, of the parish aforesaid, on the fourth day of April, A. D. 1868, by virtue of a decree of this Court, rendered on the twenty-seventh day of February, A. D. 1868, in the succession of William H. Pemberton, No. [illegible] of the Docket of this Court, at which sale the said Thomas Simone became the purchaser for the price of $770.0 ([illegible]).

Description of property, as given in the judicial inventory:

FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon, rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the Fourth District of this city, in the square designated by the No. Thirty-two, on the original plan of the faubourg Lafayette, and bounded by Pilie, Chestnut, Plaquemine and Perrier streets, and the dividing line of the faubourg Livaudais, and which said lots are designated by the Nos. 3, 4, 5 and 19, on a plan drawn by C. A. de Armas, surveyor, dated July 11, 1851 and deposited in the office of Wm. Shannon, notary public in this city, as plan No. 16, and measures as follows, to-wit:

Lot No. Three measures twenty-eight feet four inches and seven lines front on Philip street, by one hundred and twenty-six feet in depth.

Lots Nos. Four and Five measure each twenty-eight feet four inches and six lines front on Philip street, by one hundred and twenty-seven feet in depth, between parallel lines; and

Lot No. Nineteen measures thirty feet on Chestnut street, by a depth of one hundred and twenty-three feet seven inches and five lines, between parallel lines, as per act by Wm. H. Peet from Thomas L. Wright, by act passed before William Shannon, notary in the city, on the 29th of June, 1861.

Clerk's Office, Second District Court of New Orleans, May 22, 1868.

F. E. O'BRIEN, Clerk.

my22 eod30d

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—To all whom these presents shall come, Greeting:

Whereas, Lorenzo Pizzini has, by act passed before E. G. Gottschalk, Notary Public, on the [illegible] day of May, A. D. 1868, purchased the property hereinafter described from Mistress Father Gaiter, widow by first marriage of Jean Laborde, and by second marriage of Jean Martin Amat acting in her own name and as tutrix of her minor child Jean Louis Amat, issue of her marriage with Jean Martin Amat in his lifetime, and her husband for the aforesaid authorization of an adjudication made by Gabriel de Feriet, Auctioneer, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the ninth day of June A. D. 1868, for a monition, or advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisement and advertisement, in time or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by G. de Feriet, Auctioneer, of the parish aforesaid, on the twenty-eighth day of December, A. D. 1867, by virtue of a decree of this court rendered on the eighteenth day of November, A. D. 1867, in the matter of the Succession of Jean Martin Amat, N. 25,565 of the Docket of this Court, at which sale the said Lorenzo Pizzini became the purchaser for the price of $3000 (three thousand dollars.)

Description of property, as given in the judicial conveyance, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the buildings and improvements thereon and appurtenances, and all the rights, ways, privileges and advantages thereunto belonging, situated in the First District of this city, in the square bounded by Magazine, Constance, (late Foucher,) St. Joseph and Julia streets, designated by the lot A on a plan deposited in the office of E. G. Gottschalk, Notary, as plan No. 6; according to which said lot measures, American measure, thirty-eight feet three inches front on St. Joseph street, sixty-three feet seven and seven inches in depth on the one side, and on Constance street, which is the corner, sixty-three feet seven inches in depth on the side towards Constance street, and thirty eight feet five inches in width on the rear line.

Said property was acquired by the late Raymond Crozat by purchase from the heirs of A. B. Dupre, widow Dupont or Dupuy, by act passed before Joseph Cuvillier, Notary, on the third day of March, 1842; by a decree of the Second District Court of New Orleans, rendered on the 9th day of December 1861, in the matter of the Succession of the said late Crozat, No. 17,597 of the Docket of said Court, Mistress Marie Crozat, widow of Crozat was recognized as his universal legatee, and as such entitled to two-thirds of his estate, and Jean Martin Amat, grandson of the said Crozat as forced heir for the other third; and by a decree of said court dated ninth of December, 1864, the said Jean Martin Amat was put in possession of all the estate, [illegible] as sole heir of his father, Jean Martin Amat and as such put in possession of the said property.

Clerk's Office, Second District Court of New Orleans, June 19, 1868.

F. E. O'BRIEN, Clerk.

all 15 25

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMP'Y.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Coast lines.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st fare and all deck or 24 all deck, $230 in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d class, $[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $[illegible] in gold.

Children under three years old, free.

Children over three years and under eight, pay a quarter price.

Children over eight and under twelve, pay half price.

Children over twelve years, pay full fare.

To every two children paying half-price or to four children paying quarter price, there will be granted one berth.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the delivery of the ticket, to which the second passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds taken up for the special use of one passenger will be paid at the rate of one and one-half passage.

All passages by this line is payable in gold.

On and after the 15th of February the French steamship GUYANE will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the large steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR PERRILLIAT, Agent, No. [illegible] street.

Wood, Coal, Sand, Etc.

J. C. KATHMAN,

Tropical Kindling Manufactory, and Dealer in Coal, Charcoal, Coke, White Sand and Fire Wood.

No. 394 ... Rampart street ... 394

Corner of Marais, New Orleans.

Orders left at the above place, or Box 15 Mechanics' Exchange, will receive prompt attention.

JACOB OTT Entrepreneur.

[illegible]